



**CRISE
DU PCF
et
DEFENSE
DU
COMMUNISME**

Dossier ROUGE
N° 18, 3^e trimestre 1986. 10 F



SOMMAIRE

◆ Introduction : Discutons !	3
◆ Un déclin et ses raisons	4
Les signes du déclin	4
Pourquoi cette situation ?	4
L'affaiblissement du PCF : le fruit d'une politique	5
– Les rapports avec la social-démocratie	5
– Le discrédit des valeurs communistes	6
◆ Pour que vive le communisme !	8
Le combat de la classe ouvrière	8
Un combat d'émancipation	9
Un combat internationaliste	10
◆ Conclusion : Que faire ?	11
Refonder un parti révolutionnaire	11
Engager une démarche unitaire de débat et d'action ...	12
◆ Documents	13



LA PRESSE DE LA LCR ET DE LA IV^e INTERNATIONALE

- ◆ Rouge
- ◆ Critique communiste
- ◆ Inprecor
- ◆ Quatrième internationale
- ◆ Les Cahiers du féminisme



DISCUTONS !

Des milliers de militants communistes réclament, publiquement ou non, un congrès extraordinaire du PCF pour débattre de la situation actuelle et de l'avenir de leur parti.

Ce débat est nécessaire.

Il n'est pas seulement nécessaire aux militantes et aux militants du PCF, mais à toutes celles et tous ceux qui se réfèrent au communisme, à sa pratique et ses valeurs, à cette histoire du mouvement ouvrier qu'il représente... Et, au-delà d'eux, aux militants et anciens militants du PCF, aux militants d'autres organisations, à tous les travailleurs qui savent bien que la crise du communisme a des implications sur leur avenir direct.

Depuis des décennies, la direction du PCF a empêché ce débat. Elle a prétendu le régler en son propre sein, réduisant les congrès à de grandes cérémonies rituelles ayant pour fonction de confirmer les choix décidés par quelques-uns. Voire à régler leur compte aux éléments critiques, en les rejetant au-delà des frontières du parti, frontières hors desquelles on se trouve vite taxé d'anticommunisme.

Les militants communistes qui se retournent sur le passé le savent bien. Et nous aussi, nous sommes bien placés pour le savoir, puisque certains d'entre nous ont été exclus en 1965 pour leur refus de soutenir la candidature de Mitterrand. Cela fait des années et des années que nous dénonçons le stalinisme, que nous avons condamné le Programme commun de gouvernement signé avec le Parti socialiste comme un projet de collaboration de classes, que nous avons critiqué la politique de la direction du PCF, dans et hors du gouvernement, comme contraire à la défense des intérêts des travailleurs et à leur mobilisation. A chaque fois, le souci de la direction du PCF n'a pas été de débattre, pour chercher à nous convaincre que nous aurions tort, mais de condamner. En nous excluant, en nous calomniant : « gauchistes », « casseurs », « petits-bourgeois anticommunistes », « agents de la bourgeoisie » ! Sa seule préoccupation était d'empêcher les militants communistes, quels que soient leurs interrogations et leurs doutes, de peser sur les décisions et de modifier la ligne.

Aujourd'hui, quelque chose change. La direction Marchais a commis trop de fautes, a conduit le

PCF dans une situation trop dramatique, pour que les militants communistes lui reconnaissent le droit de dicter ses conditions, de jeter des exclusives, de décider de tout. Ce peut être une bonne chose. Parce que c'est la condition pour que s'engage le vaste débat, décisif et urgent, sur ce que doit être une politique communiste en France aujourd'hui.

Décisif, parce que les militants, les travailleurs qui se réfèrent au communisme, dans et hors des rangs du PCF, représentent un capital précieux, vital, pour la classe ouvrière et le peuple de ce pays.

Surtout au moment où, face aux attaques de la bourgeoisie, la mobilisation des travailleurs, leur riposte unitaire, sont plus que jamais nécessaires.

Urgent, parce que, nul ne peut plus en douter, ce capital est aujourd'hui gravement menacé. Sur tous les terrains, la réaction est à l'offensive, les coups les plus durs sont portés aux travailleurs, on voit renaître la menace d'un courant raciste et fascisant. Et, face à ces dangers, nombreuses sont les voix qui expliquent qu'il n'y a pas d'autre recours possible que du côté du Parti socialiste. Nous savons bien, toute l'Histoire en témoigne, que la social-démocratie n'est ni un rempart face aux attaques bourgeoises, ni un instrument de transformation de la société.

Nombreux sont celles et ceux qui comprennent quel recul signifierait la mise en place d'un système politique se réduisant à l'alternance entre un parti social-démocrate et un parti conservateur, sur le modèle des pays anglo-saxons ou d'Europe du Nord. Nombreux sont celles et ceux qui, ne se résignant pas à voir disparaître l'espoir d'un changement social radical, refusent de laisser s'épuiser les forces sociales et politiques capables de mener un combat de classe intransigeant.

Le débat nécessaire, c'est celui qui doit permettre la remobilisation de ces forces, la réactivation de leurs capacités à apporter les réponses qu'attendent les travailleurs. Il est engagé par les militantes et militants du PCF qui ne baissent pas les bras, qui ne cèdent pas à la résignation. Pour notre part, nous voulons en être partie prenante.

Tel est le sens de cette brochure : apporter quelques éléments de discussion dont nous pensons qu'ils peuvent être utiles au combat commun qui est le nôtre, le combat communiste.

UN DECLIN ET SES RAISONS

La direction du PCF s'entête à nier la gravité de la situation présente du parti. Là où tous voient un déclin, un processus de marginalisation politique, elle se contente de parler de « difficultés », d'un retard qui devrait être rapidement comblé... C'est avouer que, face à un mal irréparable, on est décidé à se contenter de médecines douces !

LES SIGNES DU DÉCLIN

Loin de ces guérisseurs charlatans, ce sont les militants qui dénoncent l'ampleur des dégâts qui ont raison.

L'AFFAISSEMENT ÉLECTORAL

En 1981, le score réalisé par Marchais (15,34 %) a représenté la perte du quart de l'électorat communiste par rapport à 1978 (20,6 %). En 1984, aux élections européennes, le PCF recueille 11,20 % des voix, soit la perte de la

moitié de l'électorat des européennes de 1979 (20,52 %). En 1986, le PCF ne rassemble plus que 9,78 % des voix. Il passe en dessous de la barre fatidique des 10 % et se retrouve à égalité avec le Front national de Le Pen.

LE SYMPTOME D'UN MAL PROFOND

Cette chute électorale spectaculaire n'est pas un accident, elle est la traduction d'un recul plus général. Là est le plus grave. C'est ce que manifestent la baisse des effectifs, l'anémie militante, la diminution des capacités d'intervention, le discrédit parmi les intellectuels et dans la jeunesse... Ainsi, cette perte générale de crédit a valeur de désaveu.

LA COTE D'ALERTE

Si le fait de passer en dessous de la barre des 10 % a représenté un formidable traumatisme pour beaucoup de militants, c'est qu'il constitue un fait d'une extrême gravité. La marginalisation aggra-

vée qu'il signifie pour le PCF va rendre encore plus difficile, sinon impossible, le redressement de son audience politique. Elle risque de s'accroître lors des futures échéances électorales.

Comment cette direction, tellement discréditée, va-t-elle affronter une prochaine élection présidentielle ? Comment le PCF va-t-il traverser les élections municipales de 1989 ? En 1983, déjà, ont été perdues 22 villes de plus de 30 000 habitants sur les 72 que le PCF dirigeait jusque-là. Aujourd'hui, dans la plupart de ses « bastions » traditionnels, le PCF se trouve devancé par le PS... C'est donc une véritable hécatombe qui menace. Or, les exemples ne manquent pas qui montrent que la perte d'un appareil municipal puissant signifie souvent l'effondrement pur et simple du parti lui-même localement.

Tous ces faits doivent conduire à un diagnostic sans fard : le PCF est rongé par un mal qui peut conduire à sa groupuscularisation. Des exemples d'une telle évolution existent : qu'on songe au Parti communiste britannique ou à l'éclatement du Parti communiste espagnol...

POURQUOI CETTE SITUATION ?

Il ne manque pas de spécialistes et d'experts, dans les rangs de la bourgeoisie, de la social-démocratie, voire au sein même du PCF ou à ses marges, pour apporter une réponse simple et définitive à cette question compliquée. Le PCF, selon eux, serait condamné à disparaître parce qu'il représente un « anachronisme » par rapport à un pays moderne. L'évolution économique et sociale serait en voie de résoudre cette anomalie.



La conclusion logique d'une telle « explication » est évidente : c'est le communisme lui-même dont il faut se débarrasser. A l'exemple de la plupart des pays occidentaux, le « modernisme » en matière de vie politique ce serait un face à face de deux grands partis, l'un conservateur, l'autre social-démocrate, permettant une alternance harmonieuse au bénéfice des intérêts capitalistes.

La direction du PCF, à sa façon, n'est pas loin d'apporter de l'eau à ce moulin. A force de bavarder sur le « retard historique » du parti, ce qui signifie que le PCF a persisté dans l'erreur trente ans durant, n'en vient-elle pas à cautionner dans l'opinion cette idée que le communisme est historiquement dépassé ?

Pour notre part, nous pensons que cette thèse du « déclin historique » du communisme, fausse et dangereuse, est une machine de guerre de la bourgeoisie et de ses alliés contre les travailleurs. Elle doit être combattue comme telle.

Mais, pour la combattre, encore faut-il tirer un bilan sans faux-fuyants de ces dernières années, et expliquer en quoi la situation présente du PCF est le résultat concret d'une politique.

L'AFFAIBLISSEMENT DU PCF : LE FRUIT D'UNE POLITIQUE

Il ne s'agit pas ici de revenir sur la totalité de la politique du PCF, depuis ses origines, mais de jeter un regard sur quelques choix décisifs qui, ces dernières années, ont pesé lourd dans la situation politique.

LES RAPPORTS AVEC LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Le mouvement ouvrier français est profondément divisé entre un pôle social-démocrate et un pôle communiste. Cette division, historique, politique, culturelle, représente une réalité incontournable. Il ne peut y avoir de politique révolutionnaire qui fasse l'économie d'une réponse concrète à ce problème. Car il ne peut y avoir de défense des intérêts immédiats et historiques des travailleurs sans une politique qui permette l'union et la clarification politique. Et ce, à tout moment, sur tous les terrains, de la lutte dans les entreprises et les

quartiers, à la base, jusqu'au plan gouvernemental.

Personne ne dit que ce problème est simple. Nul ne saurait prétendre qu'il existe une réponse toute faite et infaillible.

Le point décisif par rapport à cette question difficile est de chercher l'unité, concrète, pratique, des travailleurs eux-mêmes, d'aider ceux-ci à se saisir eux-mêmes du problème, à tirer les leçons des réussites et des erreurs, à se donner les moyens de peser. Ce qui suppose de dire clairement sur quels objectifs on fixe l'unité. Ce qui veut dire s'efforcer de cimenter celle-ci à la base, à travers des comités unitaires.

Or, force est de constater que la direction du PCF a agi à l'inverse de ce souci, qu'elle a systématiquement donné de fausses réponses et avancé des propositions à contretemps. Au lieu d'armer les travailleurs, elle les a désarmés, au lieu de les éclairer, elle les a désorientés.

Rappelons-nous !

En 1972, le PCF signe avec le Parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche le Programme commun de gouvernement qui scelle l'Union de la gauche. Dès 1974 est présenté au comité central un rapport sur les risques de cette alliance avec le Parti socialiste : « l'union est un combat »... Mais ce rapport restera *secret*. Les travailleurs n'auront connaissance, au long de ces années, que du seul slogan : « union, action, Programme commun ». Au nom de la perspective de victoire électorale, il faut modérer les revendications, canaliser les luttes, pour que rien ne vienne troubler l'Union de la gauche.

Fin 1977 : coup de théâtre ! L'Union de la gauche est rompue à l'occasion de la réactualisation du Programme commun. La campagne des législatives de 1978 est alors centrée sur la dénonciation du PS, avec lequel, pourtant, un « bon accord » est signé entre les deux tours. Trop tard ! La division aura, *in extremis*, sauvé une droite qui se pensait battue.

La surenchère antisocialiste s'accroît pour culminer à la veille de l'élection présidentielle de 1981. La direction laisse entendre qu'elle n'appellera peut-être pas au désistement en faveur de Mitterrand. Celui-ci, dans ces conditions, n'a pas de mal à se présenter comme le rassembleur de la gauche, l'homme de l'espoir et du changement.

Marchais tombe à 15 %, il découvre, encore une fois entre les deux tours, « 101 propositions communes » avec le candidat du PS. Aux militants traumatisés par les 15 %, la direction explique : « Nous avons gagné. Il faut organiser des fêtes de la victoire dans les entreprises et dans les quartiers en y associant aux maximum nos camarades socialistes. »

La direction place déjà le parti à la remorque de Mitterrand, réclame des ministres et se fond dans la « majorité présidentielle » à l'occasion des législatives de juin.

C'est donc très affaibli que le PCF va vivre cette expérience historique de la participation au gouvernement.

Il existe des désaccords sur le fait de savoir s'il fallait ou non participer au gouvernement. Ce débat n'aura pas lieu réellement. Mais il y a plus grave : la question de *quelle politique mener*, dans ou hors du gouvernement. Ce qu'on attend d'un parti communiste, c'est qu'il éclaire les travailleurs sur la politique appliquée, qu'il favorise leur mobilisation... Les choix de la direction iront à l'inverse de ces exigences.

Le gouvernement engage une politique d'austérité, entame les plans de licenciement dans la sidérurgie, les mines, les chantiers navals, le textile... Marchais explique qu'en matière de réformes, le bilan est déjà bien supérieur à celui du Front populaire et de la Libération.

Le gouvernement s'aligne sur l'impérialisme américain, Mitterrand, au Bundestag, approuve le déploiement des Pershing en Europe... Marchais déclare qu'il n'a pas de désaccord fondamental avec le président ! Et lorsque les troupes françaises sont envoyées au Liban et au Tchad, la direction reste muette.

Aux militants qui s'impatientent, elle répond qu'il faut apprendre à faire de la politique « autrement » (les manifestations, les pétitions, etc., c'est dépassé). Faire de la politique autrement, ce pouvait être de favoriser l'unité syndicale, la formation de comités unitaires à la base. Toutes choses valables en 1936, en 1945, en 1981, qui auraient posé en termes différents la question de la politique gouvernementale et même d'une éventuelle rupture.

En 1984, nouveau tournant : le PCF ne participe plus au gouvernement. La direction rappelle qu'il n'y avait que quatre ministres

communistes, et oublie de dire qu'ils ont été de « bons ministres », c'est-à-dire qu'ils se sont bien gardés de se démarquer d'une politique gouvernementale que le PCF soutenait. Dès lors, la direction va tenter de rattraper le temps perdu en dénonçant avec virulence le « gouvernement socialiste », sans proposer la moindre mobilisation unitaire, ni la plus petite perspective politique.

Le XXV^e Congrès va permettre d'escamoter le bilan de la participation au gouvernement et de propulser le « nouveau rassemblement

profondeur la confiance que les travailleurs pouvaient avoir dans le PCF. Chacun pense que, quoi que dise cette direction à un moment donné, elle est capable de dire le contraire le lendemain. Cette oscillation incessante entre l'alignement opportuniste sur la social-démocratie, au nom de l'union, et le sectarisme diviseur a discrédité totalement la direction Marchais. Derrière les tournants se dessine une ligne : celle qui se traduit toujours par la démobilisation et la désorientation des militants et des travailleurs.

Cette question de l'unité a été

sant les accès d'un foyer de travailleurs africains de Vitry, sur décision de la municipalité communiste et avec le soutien de la direction du parti. A quoi viendra s'ajouter, pour persister dans l'erreur, la dénonciation d'une famille marocaine pour un prétendu trafic de drogue dans une autre municipalité communiste, Montigny-lès-Cormeilles.

Cela à un moment où commençait à déferler la vague raciste, peu de temps avant que Le Pen se mette en orbite, propulsé par la démagogie anti-immigrés !

Quelles que soient les difficultés



populaire majoritaire » (NRPM) censé offrir une stratégie neuve aux militants communistes. Fort neuve en effet l'invitation à « aller vers les gens » ! Discuter avec les travailleurs, s'occuper de leurs problèmes ... Les militants communistes n'avaient pas besoin d'un XXV^e Congrès pour le faire !

Le PCF va affronter les élections de 1986 en étant perçu comme incapable de proposer une politique crédible de changement. Pire : beaucoup le soupçonnent de parier sur le retour de la droite. On connaît le résultat électoral !

Tant de zigzags, inexpliqués et incompréhensibles, ont sapé en

décisive. Les méfaits de la politique de la direction ne se limitent pas à elle.

LE DISCRÉDIT DES VALEURS COMMUNISTES

Il est d'autres choix qui ont porté un tort majeur à l'identité communiste aux yeux des travailleurs. Si l'on veut tirer un bilan sans concessions de ces dernières années, il faut rappeler plusieurs événements catastrophiques.

Le bulldozer de Vitry

Tout le monde se souvient des images choc du bulldozer démolis-

rencontrées par les municipalités communistes, comment le PCF a-t-il pu en venir à compromettre si gravement sa tradition d'antiracisme, à trahir ses valeurs de solidarité ouvrière ?

Marchais et l'Afghanistan

Autre image choc : celle de Marchais, en direct de Moscou, justifiant grossièrement à la télévision l'intervention soviétique en Afghanistan.

Cet alignement indécent sur la politique du Kremlin n'est pas un fait isolé, un accident. De la Hongrie à la Pologne, la liste est longue des positions qui, dans l'opinion

publique, ont associé le PCF et le communisme au stalinisme soviétique.

Mais ces quelques secondes ont suffi à ruiner des années d'efforts du PCF pour convaincre les travailleurs qu'il avait changé et pris ses distances avec Moscou. C'était dénoncer comme autant de mensonges tous les pas positifs tentés auparavant. Et porter un tort irréparable à l'image du socialisme, compromettre gravement son combat.

Les libertés

Derrière la Pologne, l'Afghanistan, les pays de l'Est en général, il y a le lourd héritage du stalinisme pour le mouvement ouvrier. Si l'anticommunisme peut faire de tels ravages, au point de semer le doute dans la conscience de millions de travailleurs sur le caractère souhaitable du socialisme, c'est parce que pèse l'exemple soviétique. Le fait que la rupture avec le système capitaliste, loin de conduire à une société mille fois plus libre que les « démocraties » occidentales, a donné naissance à un pouvoir bu-

reaucratique, étouffant les libertés et faisant peser le poids du totalitarisme sur ces peuples.

La direction du PCF, malgré les tentatives faites de se démarquer de ce modèle au moment des débats autour de « l'eurocommunisme », est revenue totalement en arrière.

Elle a brutalement réaffirmé son alignement sur Moscou. Elle refuse cyniquement toute réforme interne susceptible d'introduire la démocratie au sein du parti. Ainsi, même dans la situation actuelle de crise, elle condamne la demande légitime d'un XXVI^e Congrès extraordinaire et s'oppose résolument à la possibilité d'un débat confrontant différents textes, soumis au vote des militants. Elle maintient des rapports bureaucratiques avec les organisations de masse qu'elle dirige et avec les masses elles-mêmes.

Ce faisant, la direction du PCF fait la preuve de sa totale incapacité à allier combat pour le socialisme et défense ardente des libertés.

Elle a ainsi, quoi qu'elle en dise, apporté sa pierre au mur de l'anti-

communisme, le vrai, celui qui a pour fonction de convaincre les travailleurs que, s'ils veulent vivre libres, il faut s'accommoder du capitalisme.

Ces quelques points suffisent à dresser un bilan terrible de la politique de la direction du PCF au long de ces dernières années. La responsabilité de cette dernière est totale dans la situation qui est aujourd'hui celle du parti.

En ce sens, disons-le clairement, le discrédit qui la frappe est mérité. Mais ce jugement sévère n'épuise pas la question. Parce que la direction Marchais c'est une chose ; le PCF, ses militantes et militants, qui représentent les forces principales du combat de classe dans ce pays, c'en est une autre. Et, au-delà du PCF, il y a le communisme. L'un et l'autre sont menacés d'être emportés par la tourmente actuelle. Là est l'enjeu historique auquel nous sommes tous confrontés.

Il faut sauver le communisme !

LE COMBAT DE LA CLASSE OUVRIÈRE

POUR QUE VIVE LE COMMUNISME !

Le Parti socialiste, qui a atteint 31 % des suffrages et vise les 40 %, a pour ambition de représenter à lui seul l'ensemble de la gauche. D'ores et déjà il polarise autour de lui certains courants nés du PCF et de l'extrême gauche. Il convient donc de prendre au sérieux ce projet, qui n'a rien d'insensé, et de voir ce que sa réalisation signifierait.

Si le Parti socialiste parvenait à établir sa totale suprématie sur la gauche, ce serait un grave recul pour le mouvement ouvrier, à cause de ce que cela voudrait dire : l'affaiblissement, sinon la disparition, des valeurs dont le courant communiste est porteur. Pour empêcher ce recul, *il faut réaffirmer avec force ces valeurs communistes*. Et non pas les atténuer et les déformer comme le fait la direction du PCF. C'est ainsi et seulement ainsi que les communistes reprendront confiance, que les travailleurs retrouveront l'espoir et que d'autres catégories sociales pourront être gagnées à ce combat.

LE COMBAT DE LA CLASSE OUVRIERE

Le communisme c'est d'abord le combat de la classe ouvrière. Combat qui a son unité : des revendications immédiates, au jour le jour, dans les entreprises et les quartiers, jusqu'à la perspective de la prise du pouvoir pour instaurer le socialisme.

Il s'agit d'une unité en mouvement qui devrait être mise en œuvre par un authentique parti communiste, c'est-à-dire un parti révolutionnaire et de lutte. D'un côté, le combat pied à pied contre les attaques capitalistes doit nourrir la nécessité d'une rupture radicale et

globale avec le système. De l'autre, cette perspective émancipatrice doit donner confiance aux travailleurs pour lutter quotidiennement et s'organiser. L'un et l'autre insufflant à la classe ouvrière le pouvoir de convaincre d'autres couches sociales, de les entraîner dans le mouvement pour transformer la société.

On le voit d'autant mieux aujourd'hui où cette unité se délabre dramatiquement. Après l'échec de l'Union de la gauche, il n'existe plus immédiatement de perspective politique d'ensemble, et les coups répétés des capitalistes contre les travailleurs ne rencontrent plus les capacités de riposte qu'il faudrait. Dans ces conditions, les reculs alimentent de nouveaux reculs : la bourgeoisie est encouragée à aggraver son offensive, les forces ouvrières se défont et le mouvement ouvrier s'affaiblit...

Pour commencer à inverser cette spirale, il faut définir clairement une politique ouvrière et cerner précisément les responsabilités des différentes directions.

Le Parti socialiste met en œuvre de façon conséquente sa *politique réformiste*. Réformisme qui consiste à désarticuler le combat de la classe ouvrière. D'une part, en isolant les luttes revendicatives, renvoyées au seul champ syndical, pliées aux contraintes du « réalisme économique », c'est-à-dire soumises aux exigences capitalistes face à la crise. D'autre part, en réduisant la perspective du changement politique à une simple alternance gouvernementale, qui revient à substituer un mode de gestion de la crise à un autre mode de gestion, un personnel politique à un autre personnel politique... Les travailleurs ainsi réduits à compter sur le syndicat pour les défendre (quand il le fait !) et sur le parti pour gérer leur bulletin de vote (sans leur rendre de comptes) n'ont plus, dans cette

logique réformiste, aucune possibilité de peser par eux-mêmes, encore moins de prétendre réorganiser la société.

Quant à la direction du PCF, héritière d'une tout autre tradition que la social-démocratie, celle du combat de classe, elle a falsifié celle-ci et a brouillé les choix possibles dans la conscience ouvrière.

Contrairement au PS, le PCF affiche sa volonté de défense des revendications ouvrières.

Il faut pourtant s'interroger sur sa politique concrète. Trop souvent cette défense consiste à faire prendre en charge ces revendications par l'appareil syndical au lieu de favoriser un mouvement d'auto-organisation des travailleurs eux-mêmes, afin de permettre à ceux-ci de prendre en main leurs affaires, de diriger leurs luttes. Souvent la direction n'a pas hésité à soumettre les luttes aux échéances électorales. Et, par ailleurs, les théorisations sur les « nouvelles couches techniques » et la priorité stratégique donnée aux « nouveaux critères de gestion » conduisent à obscurcir les nécessaires références de classe du combat communiste.

Mais, surtout, la direction du PCF a rompu le lien vital entre le combat immédiat et la perspective politique d'ensemble. Elle aussi, comme les sociaux-démocrates, a expliqué aux travailleurs que l'action politique c'était le bulletin de vote. En répétant, hier, que les luttes, l'organisation des travailleurs à la base, loin de faire avancer les choses, risquaient de retarder la marche à la victoire électorale, elle a désarmé les travailleurs. En expliquant, aujourd'hui, que le socialisme se réalise « pas à pas », sur le terrain de la gestion, elle ajoute à la confusion régnante en brouillant la nécessité pour les travailleurs, s'ils veulent changer la société, d'une mobilisation d'ensemble créant les

conditions d'une rupture radicale avec le capitalisme. Dans un cas, il fallait tout attendre d'en haut, dans l'autre il faut que tout naisse de la base, à chaque fois est écarté le lien entre la mobilisation de la base et les perspectives politiques d'ensemble.

La direction Marchais a abandonné la notion de dictature du prolétariat. Elle l'a fait cyniquement et en escamotant le débat qui, à cette occasion, s'engageait dans le parti. Elle a ainsi rompu de façon décisive avec les bases mêmes du communisme. Car, comme l'expliquait déjà Marx, que vaut la reconnaissance de la lutte des classes si on ne fixe pas comme objectif à celle-ci de renverser le pouvoir de la bourgeoisie pour instaurer celui des travailleurs ? C'est-à-dire ce que Marx appelait la dictature du prolétariat.

Marchais a prétendu alors qu'il fallait se débarrasser d'un terme qui apparaissait entaché de totalitarisme. En fait, ce qui était en jeu, ce n'était pas le mot, mais son contenu même. La direction du PCF a alors effacé, aux yeux des masses, la frontière entre réformisme et communisme. Sans pour autant lever l'hypothèque réelle qui pèse sur la question des libertés. On touche là à la racine même de l'affaiblissement du PCF dans le cadre de l'alliance avec la social-démocratie.

La défense du communisme c'est d'abord la réaffirmation de l'identité propre, révolutionnaire, du projet communiste face au réformisme social-démocrate. Et ce doit être, dans le même temps, la réaffirmation que l'émancipation des travailleurs, pour reprendre les termes du Manifeste communiste de Marx, ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes. C'est dire que communisme et liberté doivent être indissociables.

UN COMBAT D'EMANCIPATION

L'une des forces essentielles du Parti socialiste dans sa concurrence avec le PCF est cette question des libertés : le PS se présente comme alliant socialisme et liberté, le PCF est dénoncé comme stalinien... Il faut prendre la mesure des fantastiques dégâts provoqués dans la conscience des travailleurs et des jeunes par une telle équation.

Cela signifie que, pour sauver les libertés, il faudrait se satisfaire du « moindre mal » social-démocrate. C'est-à-dire un parti qui, fondamentalement, est une machine électorale et un gigantesque appareil candidat à la gestion de l'État bourgeois. Et un projet qui, sous couvert de respect des libertés, s'inscrit dans la logique de l'« éco-

nomie de marché », de la « liberté d'entreprise », et donc de la liberté d'exploiter... Liberté singulièrement racornie que celle du « système PS » : citoyen, adhérent ou militant, chacun est avant tout électeur, invité à approuver une politique de gestion de l'ordre établi !

Par quelle mystification en est-on venu à convaincre beaucoup de travailleurs que la liberté était de ce côté-là ? Pour une raison, hélas, fort simple ! L'image de duplicité que la direction du PCF a systématiquement donnée sur cette question des libertés. « Bilan globalement positif dans les pays de l'Est », alignement inconditionnel sur Moscou, pratiques anti-démocratiques en son propre sein, refus du débat et marginalisation des opposants, rapports bureaucratiques avec les organisations de masse, manipulations électorales... La liste est longue de toutes ces choses qui ont fait apparaître comme autant de mensonges les déclarations officielles d'attachement aux libertés ! Elles ont même, pour les nouvelles générations, frappé d'un doute destructeur les authentiques et grands combats des communistes en défense des libertés. Défendre le communisme suppose de faire la preuve, devant les masses, que l'on renoue ce qui n'aurait jamais dû être défait : le lien indéfectible entre communisme et liberté.

C'est une véritable révolution culturelle qu'il faudra opérer au sein du mouvement ouvrier pour en convaincre les travailleurs. Ce qui suppose, non seulement de tirer un bilan honnête du stalinisme et de proposer une analyse rigoureuse des pays de l'Est, mais aussi de créer une réalité politique nouvelle : un parti réellement démocratique, nouant avec les organisations de masse des rapports qui respectent l'indépendance et les libres décisions de celles-ci, entretenant avec les masses elles-mêmes, non des rapports de domination et de caporalisme, mais un rôle de direction reconnue, visant à favoriser l'auto-organisation des travailleurs et à guider leur propre mouvement d'émancipation.

Une conception nouvelle, qui reste en grande partie à réinventer, après des décennies et des décennies d'histoire du mouvement ouvrier au cours desquelles celui-ci s'est trouvé partagé entre l'électoralisme social-démocrate et les manipulations bureaucratique héritées du stalinisme.



UN COMBAT INTERNATIONALISTE

Le communisme est, par essence, un combat internationaliste : celui de la classe ouvrière et des peuples contre le système mondial capitaliste qui exploite et opprime l'humanité entière.

Il s'agit là d'une dimension qui constitue une démarcation radicale avec la social-démocratie : son intégration à l'ordre bourgeois en a fait, de longue date, le plus fidèle allié de l'impérialisme et le gestionnaire direct des intérêts voraces des diverses bourgeoisies nationales. C'est vrai en France, en Espagne, au Portugal, en Israël, et dans tous les pays où elle est au gouvernement ou postule à y être.

Face à elle, les partis communistes européens, à commencer par le PCF, se sont avérés totalement incapables d'opposer la tradition vivante de l'internationalisme prolétarien. Ils ont dénaturé celle-ci en la réduisant, d'une part, à l'aligne-

ment sur la politique soviétique, et, d'autre part, en cédant dans leur sphère propre aux déviations chauvines. Ainsi, la direction du PCF a longtemps défendu la thèse de la crise qui serait « avant tout nationale », alors que l'ensemble du capitalisme s'enfonçait dans les contradictions qui sont celle de tout son système mondial. Elle continue à préconiser des solutions elles-mêmes « nationales » autour du « produisons français ».

Outre qu'elle ne constitue pas une vraie réponse, s'inscrivant dans une logique de rupture avec le capitalisme, cette politique ne peut que méséduquer gravement les travailleurs français. En faisant croire qu'il serait positif d'exporter le chômage, elle renforce les arguments capitalistes de la compétitivité maximum, c'est-à-dire de la guerre économique sur le dos des différentes classes ouvrières, elle prend le risque de faire le lit de la propagande xénophobe et raciste qui désigne les travailleurs immigrés comme responsables du chômage ...

A l'inverse de cette argumenta-

tion terriblement dangereuse, il convient d'affirmer la nécessaire solidarité de lutte de tous les travailleurs, quelle que soit leur nationalité et le pays où ils travaillent... Le combat des communistes ne peut avoir d'autre point d'appui ! Les travailleurs français n'ont rien à gagner, mais tout à perdre, à ce que la France exploite et opprime d'autres peuples. Le combat pour la satisfaction des revendications et la création d'un nouveau mode de développement économique et social doit s'appuyer sur la solidarité de lutte avec les classes ouvrières des autres pays pour coordonner un combat commun, et non sur la concurrence entre pays, génératrice de division, de nationalisme et de racisme... C'est-à-dire tous les poisons les pires pour l'humanité.

Une haute conscience internationaliste, tel est l'atout principal des travailleurs pour leur émancipation. Et la valeur suprême portée par un communisme authentique.

Ce communisme dont il est urgent, aujourd'hui, de relever le drapeau.

QUE FAIRE ?

Nombreux sont, dans ce pays, les militantes et militants qui partagent des préoccupations communes. La nécessité, face aux attaques capitalistes, de trouver la voie des luttes et de la mobilisation. L'urgence d'apporter des réponses à la crise profonde qui secoue tout le mouvement ouvrier. L'aspiration à redéfinir une perspective globale de changement social.

Le plus souvent, ces militantes et militants sont dispersés, isolés, confrontés aux spécificités de leur propre organisation. Tel est le cas des syndicalistes, à la recherche d'une orientation de classe, et can-

tonnés dans leur confédération, voire dans leur syndicat. Tel est le cas des militants socialistes qui n'acceptent pas le recentrage de leur parti. Tel est le cas de nombreux militants d'extrême gauche. Et tel est le cas, bien sûr, des militants communistes qui ont la volonté de défendre un communisme menacé.

Pour devenir une force qui pèse, un ferment de revitalisation du mouvement ouvrier, ces militants et militantes doivent briser les cloisons qui les isolent les uns des autres. Il leur faut se rassembler pour donner vigueur à leur combat,

et apporter les premières réponses aux questions dont ils sont porteurs.

C'est à cette condition que l'on pourra défendre, bec et ongles, le communisme.

REFONDER UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

Pour nous, militantes et militants de la LCR, cette défense passe par la construction d'un parti



révolutionnaire. Nous pensons que, conformément aux principes marxistes et à toutes les leçons de l'histoire du mouvement ouvrier, cette exigence est partie intégrante du communisme lui-même. C'est pourquoi nous travaillons à construire la LCR. Le combat pour l'émancipation de la classe ouvrière ne peut se mener sans un parti qui mette en pratique les valeurs communistes : parti ouvrier, révolutionnaire, internationaliste, qui concentre l'expérience historique et internationale des luttes de classes, qui soit partie prenante du combat quotidien des travailleurs et capable de proposer à celui-ci une perspective politique d'ensemble.

Mais nous savons que celles et ceux qui, à des titres divers, partagent cette volonté — que nous pouvons appeler les communistes — sont aujourd'hui dispersés et divisés. Certains espèrent que le PCF est redressable et peut redevenir ce parti, d'autres, déçus par leur expérience au sein du PCF ou des organisations d'extrême gauche, considèrent que la construction d'un tel parti n'est pas possible et qu'il faut mener le combat dans les syndicats et les mouvements de masse.

Ces contradictions ne seront pas résolues du jour au lendemain, d'un coup de baguette magique. La naissance d'un authentique parti révolutionnaire ne pourra être que le produit d'un long processus. Un processus qui devra s'inscrire dans une recomposition politique de la classe ouvrière elle-même, de la jeunesse et des mouvements sociaux, et ce dans le feu des mobilisations et des luttes. Un processus qui devra permettre des débats de fond pour se réapproprier le passé et favoriser la naissance de réponses neuves.

C'est cela que, selon nous, il convient d'entamer dès aujourd'hui, par des discussions à tous les niveaux, sur toutes les questions qui font problème, sans réticences ni exclusives. La tâche est immense et difficile : raison de plus pour l'engager sans attendre, en sachant que la route sera longue et parsemée d'obstacles...

Les cadres où se mènent de telles discussions sont multiples, souvent étanches, et il n'y aura vraisemblablement pas d'évolution

rapide en l'absence de mobilisations sociales de grande ampleur, seules à même d'éclairer les problèmes et d'accélérer les rapprochements possibles.

Pourtant, il y a urgence à modifier la situation actuelle, qui voit les menaces s'amonceler et la crise du mouvement ouvrier s'approfondir de façon dramatique.

ENGAGER **UNE DÉMARCHE** **UNITAIRE** **DE DÉBAT** **ET D'ACTION**

Cela suppose de favoriser les mobilisations les plus larges possibles, de mener des batailles de masse contre l'austérité et le chômage, contre le racisme, contre la droite et l'extrême droite... C'est au feu de ces luttes que se retrempera l'idéal communiste.

Mais pour impulser celles-ci, les animer et les soutenir, il faut une force militante, même embryonnaire.

C'est pourquoi nous pensons que, tout en poursuivant une réflexion collective de fond, qui ne pourra déboucher que sur le long terme, il convient immédiatement de mettre en place les moyens de progresser, même modestement.

Nous proposons une perspective : le rassemblement, dans les villes et les entreprises, pour débattre et agir ensemble, de toutes celles et tous ceux qui, quelles que soient les différentes organisations auxquelles ils appartiennent, refusent de baisser les bras et veulent peser sur la situation. Les possibilités d'agir existent, les points d'accord en ce sens ne doivent pas être trop difficiles à dégager.

Par exemple, face à la crise et aux attaques capitalistes, n'est-il pas possible d'agir ensemble en soutien aux luttes ouvrières, en soutien aux revendications prioritaires des travailleurs ?

Face à la montée du racisme, n'est-il pas nécessaire de rassembler toutes les forces disponibles, aux côtés des immigrés et des jeunes, pour susciter une formidable

mobilisation antiraciste pour l'égalité des droits qui fasse rentrer dans leur trou les fascistes de Le Pen ?

Face à l'agressivité croissante de l'impérialisme américain et aux menaces de guerre, ne faut-il pas, dans l'unité, construire un puissant mouvement antiguerre et anti-impérialiste, mouvement unitaire, pluraliste, indépendant des blocs militaires, à l'image de ce qui s'est manifesté dans beaucoup de pays européens ? Mouvement qui, en France, pourrait être centré sur l'exigence du désarmement nucléaire, du démantèlement de la force de frappe française.

Face aux menées néo-coloniales et impérialistes, aux dictatures, ne faut-il pas rassembler les forces qui sont solidaires des peuples en lutte ? Pourquoi, lorsqu'il s'agit de s'opposer à la répression en Afrique du Sud, de soutenir le combat du peuple kanak, de dénoncer l'agression américaine en Libye, des initiatives dispersées et concurrentes ? Il faut travailler à affirmer dans ce pays une force unitaire qui combatte aux côtés des peuples dominés par l'impérialisme français, qui soit solidaire du Nicaragua libre et de la lutte des ouvriers dans les pays de l'Est.

Ce ne sont là que des exemples, qui portent sur certaines des questions les plus urgentes, et qui témoignent de la possibilité de construire des cadres unitaires qui permettraient et d'agir ensemble et de poursuivre un débat nécessaire pour, si faire se peut, aller plus avant.

Un tel mouvement d'unité et d'action, même s'il s'enclenche sur des bases modestes, constituerait le signal que sans doute beaucoup de travailleuses et de travailleurs attendent. Car ce serait le point de départ d'un renouveau. Peut-être la refondation d'un espoir aujourd'hui bien mal en point.

C'est le communisme même qui est en jeu. Cela vaut bien que toutes celles et tous ceux qui ne renoncent pas fassent un effort d'imagination.

Pour notre part, nous y sommes prêts, nous sommes sûrs que beaucoup de militantes et de militants communistes partagent ce même état d'esprit.

PETITION DITE DES « MILLE » à l'initiative de Daniel Karlin et Tony Lainé

Le PCF vient de subir un nouvel échec électoral qui le ramène à une situation de faiblesse et de marginalité qu'il n'avait pas connue depuis cinquante ans. Nous, membres de ce parti, ne pouvons assister sans réagir à cette véritable liquidation. Non, nous n'avons pas le temps pour nous ! Non, nous ne pouvons pas simplement dire aux Français de faire leur expérience, alors qu'est revenue au pouvoir une droite reaganienne et qu'une extrême droite à plus de 10% du corps électoral pousse à des solutions racistes et xénophobes dont on a, hélas, expérimenté ailleurs et en d'autres temps les effets tragiques. Non, nous ne pouvons laisser sans réagir des dirigeants continuer à imposer à notre parti des pratiques, un langage et un mode de fonctionnement qui le conduisent inexorablement à sa perte.

C'est pourquoi nous réclamons la convocation d'urgence d'un congrès extraordinaire pour instaurer enfin le nécessaire débat démocratique sur les causes réelles de cette succession de reculs et les moyens d'y mettre fin. Depuis plus d'un demi-siècle, les communistes représentent en France une force irremplaçable dans la lutte pour une société plus juste, plus fraternelle et plus démocratique.

Ils ne sauraient se résigner à n'être plus acteurs de l'histoire, face au jeu d'une alternance exclusive entre une droite néo-libérale d'inspiration américaine et une social-démocratie prête à toutes les compromissions et à tous les renoncements. Il y va indéniablement de l'avenir de ce pays et de ses enfants.

APPEL POUR UN CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU PCF

Avec moins de 10% des voix, le PCF est devenu le premier groupuscule de France.

Ce n'est pas la faute des autres (médias, vote utile...), ni la faute du passé (le retard de 56...).

Il faut chercher les causes dans le parti lui-même : dans son *fonctionnement* rigide, dans ses *analyses* inadaptées, et dans ses *actions* incohérentes.

Nous ne nous résignons pas.

Au contraire, nous pensons que peut renaître un parti rassemblant les travailleurs (manuels et intellectuels, français et immigrés) dans l'action et l'union pour une démocratie, étape nécessaire au socialisme.

C'est du Parti communiste français et de lui seul que peut émerger le parti des communistes français.

Pour le renouveau du PCF, les militants ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

Militants de base, nous demandons au comité central d'ouvrir un libre débat dans nos journaux, où toutes les analyses soient *connues* et *discutées* ; et de fixer la date d'un congrès extraordinaire pour une autocritique véritable.

Maurice MOISSONNIER (Lyon), André MORONI (Paris), André TOSEL (Nice), Yves VARGAS (Meaux).

INTERVIEW DE MAURICE KRIEGEL-VALRIMONT

au « Monde » du 9 avril 1986

◇ *Comment analysez-vous le mouvement de contestation qui agite actuellement le PCF ?*

Vous parlez de contestation, je préfère le mot recherche. Il s'agit d'un mouvement interne sans précédent. Selon une formule bien connue, cette fois-ci, « *les bouches s'ouvrent* » autrement que sur invitation du secrétaire général¹. Ce fait important ne justifie pourtant pas la fuite en avant ou la tentation de rayer l'histoire. Ce sont deux procédés stalinien.

Le phénomène communiste est directement lié à tous les grands bouleversements de ce siècle. On parle beaucoup ces temps-ci de l'éclairage de l'histoire. Pour prendre des exemples éclairants, le parti de la classe ouvrière n'était pas, à certains moments, dénué de sens. De même, les noms de Langevin, Joliot-Curie, Picasso et Eluard ont

une signification, et pour la France et pour le PCF.

Le courant communiste a indéniablement participé à un espoir d'émancipation qui a marqué notre temps et qui s'est exprimé dans une capacité de sacrifice et de dévouement qu'on ne peut pas tenir pour négligeable.

Il y a eu, bien sûr, des hauts et des bas. En 1930, c'était au plus bas, et cela n'a pas empêché 1936 ; en 1940, c'était au plus bas, et cela n'a pas empêché 1944. S'il est prématuré de dire aujourd'hui que ce courant est réduit, il ne faut pas non plus réduire ce courant à Marchais.

◇ *Pourquoi faites-vous une différence entre le « courant communiste » et le PCF, que vous personnalisez par son actuel secrétaire général ?*

Il est impossible d'enfermer le

courant communiste dans l'étroitesse du dogmatisme stalinien. Partout cette coquille étroite a éclaté. La crise du PCF qui n'a cessé de se développer ne s'explique pas autrement que par la réalité de ce courant. La volonté de transformer la société, sans incohérence dogmatique, le rejet du stalinisme, sans antimarxisme vulgaire, constituent le courant communiste que la direction du PCF n'exprime pas. Ce courant ne peut se passer du débat qui a été éludé ou étouffé depuis les années 50. Les échecs de Marchais en apportent la preuve par l'absurde. Rien ni personne ne peut remplacer un débat démocratique pour formuler les solutions politiques et décider des formes d'organisation.

◇ *A vous croire, il y aurait donc un communisme bicéphale ?*

D'un côté, le courant commu-

niste a été contrarié, y compris par ses propres divisions, de l'autre, le gâchis accumulé par les excommunications et exclusions n'a pas besoin d'être explicité. On peut même s'en tenir à ce que disent les dirigeants actuels du PCF. Dans son rapport au dernier comité central, Paul Laurent, se référant au XXV^e Congrès, évoque « *le retard pris dans les années 50 à dégager notre réflexion sur le socialisme d'un "modèle" et à définir une perspective adaptée aux conditions de notre pays et de notre temps* ».

Ce retard reconnu a été pris en assouplissant politiquement ceux qui voulaient traiter de ces problèmes. Personne ne le dit. Et on justifie de recommencer la même chose pour des fonctionnements d'organisation. A partir de là, les incroyables palinodies de certaines démarches ne sont pas étonnantes.

◇ *A quelles démarches faites-vous allusion ?*

La contradiction, par exemple, entre l'affirmation, fin 1983, des acquis nouveaux supérieurs à ceux du Front populaire et de la Résistance par Marchais, Leroy ou d'autres, et l'affirmation de la régression sans précédent après 1984. Elle relève plus, d'ailleurs, de l'incohérence que de la médiocrité. Toutefois, il est vrai que toute institution centralisée et hiérarchisée où la docilité tient lieu de mérite permet à la médiocrité de grimper allègrement les échelons de la hiérarchie.

◇ *Vos propos suggèrent qu'il était possible pour le PCF d'empêcher ses reculs électoraux successifs.*

Evidemment. Et personne ne peut le mettre en doute. La preuve sans réplique est fournie par le Parti communiste italien (PCI). Je me souviens fort bien des confidences des principaux anciens dirigeants du PCF me disant que les Italiens ne résisteraient pas au moindre choc un peu sérieux. Les faits sont là : le PCI est à un niveau électoral supérieur à celui du PCF en 1946. A gauche, il est la force dominante en Italie. Alors qu'il est totalement isolé en Europe.

Waldeck Rochet a sans doute été tenté par l'exemple italien. Il est en tout cas le seul dirigeant avec lequel j'ai eu des conversations où nous évoquions des erreurs que nous avions commises.

◇ *Face à ce bilan, quel avenir envisagez-vous pour le courant communiste ?*

Je ne crois pas que le courant tel que je l'ai défini s'évanouira. Je ne crois surtout pas qu'il se fondera dans le courant socialiste malgré certaines tentations. Il paraît tout à fait incohérent de prétendre représenter le courant communiste et en même temps vouloir le faire disparaître. Il s'est avéré que toute alternative est écrasée si elle n'offre pas de perspectives historiques. C'est ce que les forces dominantes ont fait subir à l'extrême gauche.

Le vrai problème est celui de l'avenir de la gauche. Elle est gravement menacée si elle n'offre pas de perspectives crédibles. Or, dans l'hypothèse prétendue idéale d'un PS à 40 %, qui aurait pour corollaire un PCF à 5 %, on en reste toujours à 45 % pour la gauche.

Il ne faut pas dire que rien ne peut se passer.

Avant les élections de 1981, le sentiment quasi unanime dans les milieux intellectuels était celui de l'impossibilité de battre la droite. Des pressions, venant aussi du courant communiste, ont proclamé cette possibilité. Elle s'est vérifiée. On peut donc en conclure que certaines pressions sont efficaces. Dans l'histoire du mouvement communiste, il est arrivé plus d'une fois que des exclus voient leurs idées arriver au pouvoir et, historiquement, la gauche ne remporte des succès qu'unie et stimulée par un mouvement populaire.

◇ *Le XXV^e Congrès du PCF a condamné la stratégie d'union avec le PS et l'Humanité présente « l'union de la gauche » comme une tare.*

La tentative de rayer l'union de la perspective, c'est une autre manière de rayer l'histoire. Le courant communiste ne peut intervenir à nouveau de façon réelle qu'en s'adaptant aux données du temps. Le refus dogmatique de les prendre en compte est un pur et simple aveuglement.

◇ *Dire, comme la direction du PCF, que l'électorat communiste a été soumis à la pression du « vote utile » développé par le PS ou à la pression des médias, est-ce un aveu d'échec ?*

C'est un aveu d'échec par lapsus. Ils ne veulent justement pas avouer leur échec. Alors ils disent : il faut changer le peuple. Pourtant, le peuple existe. Et dans ce peuple, il existe une majorité sociale et le courant communiste est nécessaire

à cette majorité sociale. Il l'est plus que jamais, car avec 13,5 millions de salariés, sans parler des chômeurs, c'est la plus forte proportion qu'on ait jamais connue dans la population active.

Toutes les chansons que j'ai entendues, il y a plus de cinquante ans, sur les mêmes airs, à la gloire de l'entreprise, ne changeront rien au fait que la proportion de salariés continuera d'augmenter. Socialement et politiquement, seule la gauche peut les représenter.

◇ *Pensez-vous que le PCF peut, dans les années qui viennent, remplir de façon crédible ce rôle de représentation ?*

Que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du PCF, il suffira que ceux qui, en France, ont la volonté de ne pas se limiter aux objectifs du PS se retrouvent pour que le courant révolutionnaire redevienne une force décisive. Pour aller vers un résultat, il faut que cette force rencontre le mouvement social, par les syndicats, par les associations, par tout ce que l'on voudra. Un potentiel de cet ordre ne disparaîtra pas dans les sables. Je suis incapable de fixer une date mais je suis certain que cette rencontre se produira.

Quand le PCF a été constitué, tous ceux qui ont été ses promoteurs réels savaient parfaitement que le priver soit de sa composante anarcho-syndicaliste, soit des élus, soit des intellectuels les plus évolués était une amputation. Ce qui était vrai à l'origine l'est encore plus dans une situation de complexité sociale accrue. Je rappelle ces éléments pour montrer que le courant communiste n'est pas monolithique. Le terme d'unité de pensée n'a aucun sens du point de vue de la pensée réelle. C'est un concept absurde dont le stalinisme a fait usage.

Dans les années 30, le parti se contentait d'avoir l'appui de quelques intellectuels prestigieux. En 1986, le courant communiste doit donner des raisons d'intervention politique à des milliers d'intellectuels confrontés aux problèmes de leur insertion dans le monde réel.

Les oppositions à l'intérieur du PCF ont toujours joué un rôle critique. Dénoncées comme tentatives de liquidation, elles sont souvent apparues aux yeux du plus grand nombre comme introduisant une division de plus au sein de la gauche. Après les élections de mars, il

s'agit de reconstituer les forces de la gauche. En ce printemps 1986, la majorité des militants actifs et lucides se posent les problèmes évoqués dans cet entretien. Ils s'étaient résignés au silence et ils ont « voté » avec leur pieds faute de solution crédible. Pour la gauche la plus avancée, l'ouverture et l'élargissement du débat sont un pas-

sage incontournable. Et peut-être la première étape du redressement.

Propos recueillis par
Olivier Biffaud

1. Déjà, de fait, numéro un du PCF depuis la fin du printemps, Maurice Thorez lança cette formule, le 21 août 1931, dans un article de l'*Humanité*.

peu anarchistes. Croyez bien qu'il vivent la division internationale du travail et qu'ils comprennent difficilement que certains textes de notre parti affirment que la crise économique est d'abord française, faisant ainsi bon marché de l'inévitable connexion internationale des économies.

◇ *Quels sont vos objectifs ?*

Encore une fois, je suis un ouvrier avec quelques responsabilités, certes, mais un ouvrier, et je n'ai pas peur de ce qui peut arriver. Je veux contribuer à sauver un courant communiste autonome et démocratique. Je crois qu'il y a les forces dans le PCF pour le constituer. Je connais des communistes nombreux attachés au mouvement démocratique. C'est sur eux que je compte.

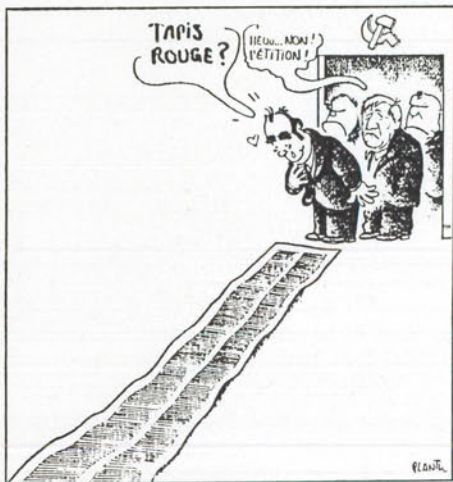
Faites le bilan des cinq dernières années. En 1977, nous étions à parité égale avec le Parti socialiste. En 1981, le rapport était de 2 à 1 en faveur des socialistes. Aujourd'hui, il est de 1 à plus de 3. N'est-ce pas un lourd bilan pour ceux qui ont conduit le Parti communiste pendant toute cette période ? Je crois qu'il faut avancer tranquillement nos propositions de transformation de la société française, mais sans faire peur aux gens et en centrant nos propos sur la liberté. Je préfère par exemple l'expression « *appropriation sociale* » des grands moyens de production au vocable « *étatisation* ». Nous ne pouvons envisager de perspective que dans le cadre d'une stratégie progressive prenant en compte l'environnement international pour ce qu'il est.

◇ *Ne craignez-vous pas, avec ce discours franc, d'encourir les foudres de la direction du PCF qui fera jouer contre vous le patriotisme de parti ? On ne parle pas impunément à un journal « bourgeois » ?*

Je tiens surtout à ne pas me couper de mes camarades, mais certaines choses doivent être dites clairement. Je fais partie d'une vieille famille communiste et je sais que ce courant du monde ouvrier représente quelque chose en France. Je ne peux pas accepter qu'on le réduise à néant. Je sais que certaines mesures de rétorsion menacent ceux qui disent ouvertement ce genre de choses, mais je crois que les communistes aujourd'hui peuvent en sortir en disant la vérité.

Propos recueillis
par Antoine Spire

Dessin de Plantu,
tiré du « Monde ».



INTERVIEW DE JEAN VILLANOVA secrétaire fédéral du Puy-de-Dôme au « *Matin* » du 26 mars 1986

◇ *Alors, ce comité central, qu'en pensez-vous ?*

Je suis un ouvrier tranquille. Je ne suis ni un bureaucrate ni un Parisien et je n'ai aucune information particulière. Seulement cette réflexion de Gérard Alezard, le membre du comité central qui suit notre fédération, me laissant entendre que j'avais pris mes responsabilités dans le mauvais sens. Après ce qui s'est passé au XXV^e Congrès, je n'attends plus de lumière d'en haut. On peut sans doute encore sauver quelque chose du PCF, mais est-ce au-dehors ou au-dedans qu'ont peut le faire, je n'en sais rien. Je n'ai aucune certitude. Je pense qu'un courant révolutionnaire démocratique a sa place dans notre pays et que le score du Parti communiste français est bien en dessous des possibilités. Il faudrait pouvoir remalaxer l'acquis du PCF dans le sens d'une révolution démocratique avec la liberté comme centre d'intervention.

◇ *De votre point de vue, pourquoi ce recul électoral du Parti communiste ?*

Je crois qu'il est inadapté à la

société d'aujourd'hui et aux travailleurs à qui il faut une perspective. Je crois que le PCF apparaît sans projet aux yeux de ceux qu'il devrait séduire. Comme vous le savez, nous, communistes, nous parlons d'un nouveau rassemblement populaire majoritaire - nous disons même NRPM - autour du thème valeur sur capital - nous disons V/C. Comment ce jargon peut-il attirer les ouvriers de ce pays ? Dans ma fédération, à l'usine Michelin, j'ai testé ce genre d'analyse et de mot d'ordre. C'est peu dire que ça ne passe pas. Non pas que les analyses de Philippe Herzog ou de Paul Boccara, nos économistes, soient inintéressantes mais la direction en use comme autrefois le bureau politique du Parti communiste de l'Union soviétique avec Lyssenko.

On peut se demander si une conception technocratique n'a pas ainsi gagné certaines couches dirigeantes dans le parti. Il y a certains camarades qui appliquent ces analyses comme une technique à résoudre les problèmes et plaquent ainsi une théorie sur la réalité. Pour ma part, je suis dans une cellule où il y a beaucoup d'OS, parfois un

